

RETOUR SUR LA COP23
SIDNEY LAMBERT LALITTE
IFP SCHOOL



RETOUR SUR LA COP 23

La 23^{ème} Conférence des Parties membres de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (COP23) s'est tenue à Bonn, en Allemagne, du 6 au 17 novembre 2017. Organisée sous la Présidence des Fidji, cette COP plutôt technique et marquée par une alerte de 15 000 scientifiques du climat pour inciter les Etats à l'action, a permis quelques avancées, mais a rappelé également qu'il ne sera plus possible de compter sur les Etats-Unis comme moteur des négociations pendant plusieurs années.

L'ACCORD DE PARIS ET LE PRE-2020

L'Accord de Paris a été une avancée dans le sens où la quasi-totalité des pays de la planète (représentant plus de 98% des émissions de gaz à effet de serre actuellement) ont fait part de leur politique climatique respective pour l'après-2020 au sein des *Nationally Determined Contributions* (NDC), permettant de comparer ces contributions à ce que les scientifiques estiment nécessaire pour atteindre collectivement l'objectif de limiter l'élévation des températures « *bien au-dessous de +2°C* » par rapport à l'ère préindustrielle.

Et force est de constater que le compte n'y est pas : selon le rapport Emissions Gap Report publié quelques jours avant la COP23, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) alerte sur la trajectoire des émissions de gaz à effet de serre prévue si les Etats se contentaient de mettre en œuvre les NDC publiées à ce jour. En effet, la mise en œuvre intégrale des NDC (ce qui n'est pas acquis) orienterait l'économie mondiale vers une trajectoire d'émissions de 11 à 13,5 milliards de tonnes équivalent carbone supérieure à un scénario 2-degrés compatible. Pire, à l'horizon 2030, plus de 80% du budget carbone autorisé pour limiter l'élévation de température à +2°C serait consommé – le budget pour la limiter à +1,5°C serait déjà épuisé...

Autant dire qu'il est nécessaire de rehausser les ambitions des principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, et ce avant 2020 et l'entrée dans la période d'application de l'Accord de Paris. C'est l'objet du « Global Stocktake » de 2018, qui prévoit que les pays membres de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) s'accordent sur une réévaluation des ambitions de chacun avant 2020. La COP23 a ainsi consacré une attention particulière aux modalités de discussion sur ce sujet, prévues pour 2018.

Ce processus est désormais appelé « Dialogue de Talanoa », reflétant une approche traditionnelle fidjienne de dialogue « inclusif, participatif et transparent ». La structure finale du Dialogue de Talanoa est détaillée dans une annexe de 4 pages attachée au document officiel des décisions de la COP23.¹ Ce dialogue sur la réévaluation des ambitions de réduction d'émission de gaz à effet de

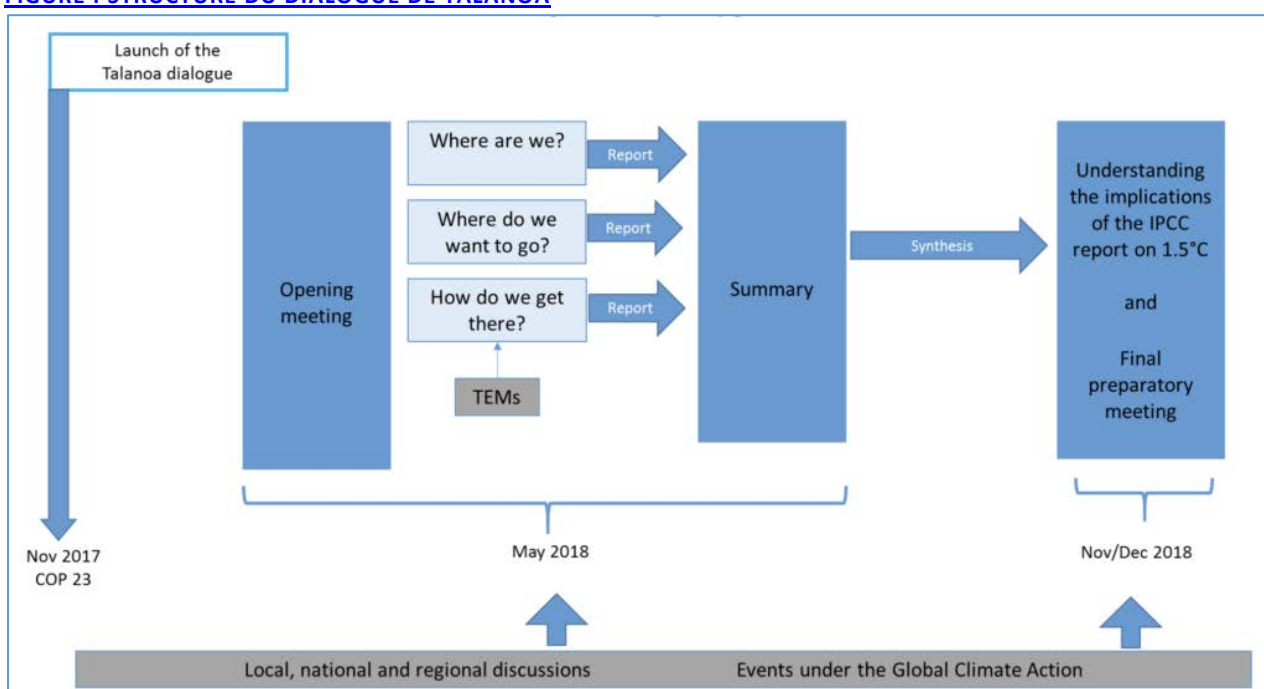
¹ Relevé des décisions de la COP23 : <http://unfccc.int/resource/docs/2017/cop23/eng/113.pdf>

RETOUR SUR LA COP23 SIDNEY LAMBERT LALITTE IFP SCHOOL

serre sera structuré autour de trois questions principales : où sommes-nous actuellement ? Où souhaitons-nous aller ? Comment s’y rendre ? Mais le texte prévoit aussi des statuer sur d’autres questions telles que l’acceptation des propositions de parties prenantes non-étatiques (ONG, villes et régions, entreprises, etc.) et une nouvelle ambition accordée aux efforts pre-2020. Le Dialogue de Talanoa débutera dès Janvier 2018.

Un élément clé venant alimenter les échanges entre Parties sera la publication en septembre 2018 du rapport du Groupe d’ Experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC) sur les implications pour la planète d’un réchauffement des températures de +1,5°C. Ces éléments conduiront à la conclusion du Dialogue de Talanoa lors de la COP24, qui se tiendra à Katowice en Pologne en décembre 2018.

FIGURE : STRUCTURE DU DIALOGUE DE TALANOA



Source : CCNUCC.

Une partie importante de la COP23 a aussi été consacrée au « Paris Rulebook », renommé désormais « Guideline for implementation ». L'Accord de Paris, on le sait, a gravé dans le marbre des principes généraux qui doivent être précisés avant de devenir réellement opérationnels. La conférence de Bonn a permis d'adopter un brouillon de ce manuel d'application de l'Accord de Paris, il reste encore beaucoup de divergences, mais l'accord sur le texte est déjà un grand pas !

Le Guide précise les règles de publication de futures NDC, le reporting des efforts d'adaptation et la vérification des actions de mise en conformité avec l'Accord de Paris. Une session de négociation supplémentaire pourrait être nécessaire en mai 2018 pour avancer sur la préparation de ce Guide.

UNE COALITION ANTI-CHARBON : « POWERING PAST COAL ALLIANCE »

RETOUR SUR LA COP23 SIDNEY LAMBERT LALITTE IFP SCHOOL

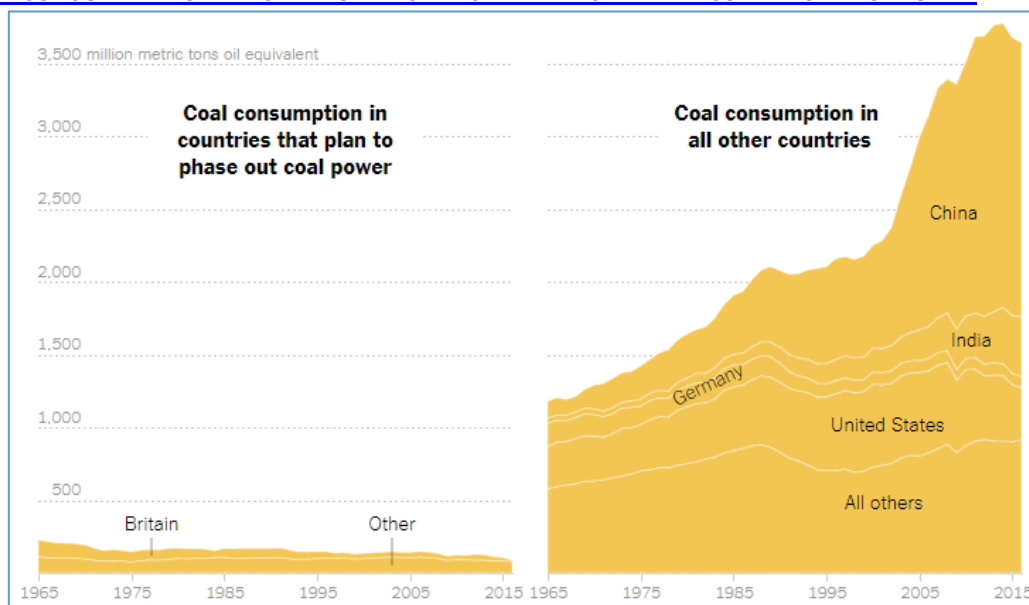
C'est l'une des annonces les plus remarquées de la COP 23. Baptisée "Powering Past Coal Alliance" (PPCA), la coalition pour la sortie du charbon a été lancée le 16 novembre à Bonn conjointement par le Canada et le Royaume-Uni.

Cette initiative fait partie de la myriade d'événements qui ont marqué cette conférence, en parallèle des négociations officielles. A peine créé, ce mouvement rassemble 25 pays et collectivités, dont la France, la Belgique, l'Italie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, et les Etats de l'Oregon et de Washington aux Etats-Unis, mais aussi des pays peu susceptibles de construire des centrales à charbon tels que Fidji et les Iles Marshall.

Powering Past Coal rassemble un ensemble de gouvernements, d'entreprises et d'organisations qui s'unissent pour agir « afin d'accélérer la croissance propre et la protection du climat grâce à l'élimination rapide du charbon conventionnel », stipule sa déclaration. Les gouvernements parties prenantes s'engagent aussi « à imposer un moratoire sur les nouvelles centrales au charbon conventionnelles sans capture et stockage du carbone ». La porte reste donc ouverte aux centrales dites propres.

Si cette coalition est appelée à grandir dans les années à venir, elle reste principalement symbolique à ce jour alors qu'elle regroupe des pays représentant moins de 3% de la consommation de charbon mondiale.

FIGURE : CONSOMMATION DE CHARBON DES PAYS MEMBRES DE LA PCC ET RESTE DU MONDE



Source : New York Times à partir de BP Statistical 2017.

DEUX DELEGATIONS AMERICAINES

A la suite de la décision du Président américain Donald Trump de retirer les Etats-Unis de l'Accord de Paris en juin dernier, la délégation américaine envoyée lors de la COP23 était très attendue, même si durant la première semaine des négociations, un groupe issu de la société civile, le Pan African Climate Justice Alliance a demandé à l'exclure de la conférence.

Les Etats-Unis ont conservé une approche discrète, mais relativement constructive lors de ces négociations. En effet, beaucoup des diplomates présents sont issus des précédentes administrations

RETOUR SUR LA COP23 SIDNEY LAMBERT LALITTE IFP SCHOOL

et sont les mêmes que lors des précédentes COP. La délégation américaine a notamment co-animé un groupe de travail avec la Chine sur les NDC qui a connu un large succès.

Un *side-event* organisé le 13 novembre a cependant cristallisé l'attention : intitulé « Cleaner fossil fuels » (Des énergies fossiles plus propres), la conférence organisée par l'administration américaine visait à défendre les énergies fossiles et notamment le « charbon propre ». Les six invités du débat étaient George David Banks, assistant spécial de Donald Trump pour l'énergie et l'environnement, Francis Brooke, conseiller du vice-président Mike Pence, Barry Worthington, directeur de l'Association américaine de l'énergie, et les représentants des sociétés Peabody (charbon), Tellurian (gaz) et NuScale Power (nucléaire), vantant les nouvelles technologies d'exploitation des fossiles et les petites unités de production nucléaire. Un événement qualifié de provocateur pour une conférence climat.

Le *side-event* était également une réponse à l'offensive menée depuis le début de la conférence par les partisans américains de l'accord conclu en décembre 2015. Pendant le week-end, l'ancien maire de New York Michael Bloomberg et le gouverneur de Californie, Jerry Brown, ont lancé, depuis Bonn, l'initiative « America's Pledge » (« l'engagement américain ») afin d'évaluer les efforts de réduction de gaz à effet de serre du deuxième plus gros émetteur mondial après la Chine.

Selon le rapport du World Resources Institute et du Rocky Mountain Institute, 20 Etats, 110 villes et quelque 1 300 entreprises affichaient, au 1^{er} octobre, des objectifs chiffrés de baisse d'émissions. Cette large coalition (intitulée « We are still in ») tournée vers les énergies renouvelables assure déjà « la moitié du chemin » pour concrétiser l'engagement de Barack Obama de réduire de 26 % à 28 % les émissions américaines d'ici à 2025.

UNE ANNEE 2018 CHARGÉE

Si la question du financement de la lutte contre les dérèglements climatiques a été abordée lors de la COP23, le One Planet Summit qui s'est tenu le 12 décembre 2017 à l'occasion du deuxième anniversaire de l'adoption l'Accord de Paris par la France, visait justement à proposer des solutions innovantes pour renforcer les engagements financiers des pays développés en faveur du climat.

Car au sein du processus onusien, le sujet patine : les fameux 100 milliards de dollars par an promis par les pays développés aux pays en développement ; et le mécanisme de pertes et dommages (le mécanisme destiné à aider les victimes du changement climatique) doivent être clarifiés avant 2020. Il reste encore beaucoup de travail pour permettre l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris à la COP24, comme prévu.

La prochaine conférence sur le climat aura lieu à Katowice dans le sud de la Pologne début décembre 2018. Cette COP24 est un rendez-vous crucial mais ce n'est pas le seul : l'intersession diplomatique de mai sera importante, comme les réunions du G20 ou les autres grands rendez-vous internationaux qui devront faire avancer les négociations en coulisse. ²

² Retour sur la COP23 – pour en savoir plus :

- http://scientistswarning.forestry.oregonstate.edu/sites/sw/files/Warning_article_with_supp_11-13-17.pdf
- <https://www.carbonbrief.org/cop23-key-outcomes-agreed-un-climate-talks-bonn>
- https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/660041/powering-past-coal-alliance.pdf
- <https://www.nytimes.com/interactive/2017/11/16/climate/alliance-phase-out-coal.html?register=facebook>
- http://www.liberation.fr/futurs/2017/11/16/a-la-cop23-alliance-anti-charbon-contre-amerique-pro-charbon_1610411
- <https://www.actu-environnement.com/ae/news/lancement-coalition-pays-sortie-charbon-cop23-30074.php4>
- <https://www.carbonbrief.org/cop23-key-outcomes-agreed-un-climate-talks-bonn>
- <https://www.bbhub.io/dotorg/sites/28/2017/11/AmericasPledgePhaseOneReportWeb.pdf>

**RETOUR SUR LA COP23
SIDNEY LAMBERT LALITTE
IFP SCHOOL**



Sidney Lambert-Lalitte est enseignant au Centre Economie Gestion d'IFP SCHOOL, spécialisé en économie de l'environnement et des énergies renouvelables. Il est Responsable adjoint du programme Petroleum Economics & Management.

-
- http://www.lemonde.fr/climat/article/2017/11/14/a-la-cop23-l-hymne-des-americains-aux-energies-fossiles_5214479_1652612.html
 - <https://www.carbonbrief.org/daily-brief/shadow-delegation-stalks-official-us-team-climate-talks>
 - <http://energie-developpement.blogspot.fr/2017/11/bilan-COP23-enjeux-COP24.html>